

NOUS NE PAIERONS PAS WE WON'T PAY

La FGTB dit NON aux nouvelles règles budgétaires européennes

FGTB

f X @ @syndicatFGTB

De nouvelles règles budgétaires sont en cours de négociation au niveau européen, règles auxquelles les États membres devraient se conformer à partir de 2025 et qui s'assimilent à un étranglement des investissements publics. La CES confirme, dans son étude chiffrée d'avril 2024, que si la Belgique les applique, elle ne pourra pas faire face aux investissements cruciaux ni dans ses hôpitaux, ni dans ses écoles. Et c'est sans compter les investissements vitaux dans la transition climatique, qui ne pourront pas non plus être engagés. Cette nouvelle cure d'austérité affectera aussi notre sécurité sociale, nos services publics et nos revenus.

Contexte. L'Europe fixe le cadre des budgets des États membres, comme les fameuses normes de Maastricht : un taux d'endettement maximum de 60% du PIB, un déficit budgétaire ne dépassant pas 3% du PIB. Lors des crises que l'on a traversées, dont la période covid, ces normes ont été appliquées avec souplesse. Aujourd'hui, il est question de revenir à un régime plus strict. Les États membres qui ont un taux d'endettement élevé (plus de 90% du PIB, comme la Belgique, mais aussi la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal ou la Grèce...) risquent d'en être les victimes. L'Union européenne leur donne quatre ans pour ramener la dette publique sur une trajectoire descendante et réduire fortement le déficit budgétaire, en-dessous de 3%.

Pour la Belgique, cela reviendrait à un effort budgétaire qui pourrait atteindre quelque 30 milliards d'ici 2028 (7 milliards en 2025, 14 milliards en 2026, 21 milliards en 2027, et 28 milliards en 2028). L'effort peut être étalé sur 7 ans si la Belgique accepte les « réformes structurelles » proposées.

Quand on sait que les dépenses du budget fédéral s'élèvent à 274 milliards, dont la moitié pour la Sécurité sociale, on comprend aisément que les allocations et les remboursements de soins de santé, seront dans le collimateur. Les partis de droite ont déjà lancé plusieurs ballons d'essai pour réaliser ces réformes structurelles : la limitation dans le temps des allocations de chômage, la suppression de l'adaptation des allocations sociales à l'évolution des salaires (enveloppe Bien-Être), une « vraie » réforme des pensions, des économies sur les soins de santé. De nouvelles augmentations des salaires minimums seront littéralement impossibles.

La FGTB propose une alternative

1 Une politique budgétaire saine est nécessaire, mais **il n'y a pas de raison de paniquer**. Le taux d'endettement de la Belgique a surtout augmenté durant les années 1980, lorsque des déficits budgétaires importants ont été enregistrés au moment où les taux d'intérêts internationaux étaient historiquement élevés, et l'inflation faible. En 2007, le taux d'endettement était retombé à 87%. Mais la crise bancaire et le covid sont passés par là avec, rappelons-le, le sauvetage de deux banques et les aides publiques massives aux entreprises. La dette publique stagne aujourd'hui à 105% du PIB mais ce n'est pas dû à une mauvaise gestion ! Nous n'avons pas dépensé sans compter. C'est un mythe qui sert uniquement le discours d'austérité de la droite.

Toutefois, il est vrai que des mesures de crise (vaccination gratuite, chômage covid, soutien aux entreprises) et le « tax shift » de 2016 du gouvernement de droite Michel/De Wever, qui a réduit de 4 milliards les cotisations patronales à l'ONSS, ont récemment creusé le déficit budgétaire.

Le propos de la FGTB n'est pas de laisser filer le déficit ni de faire de la dette un puits sans fond ! Mais les efforts budgétaires doivent être étalés sur un plus long terme et surtout reposer sur des choix judicieux, équilibrés et sociaux.

2 Les gouvernements doivent résolument privilégier l'investissement dans la croissance durable et les gains de productivité. De cette manière, la croissance est renforcée et le poids relatif de la dette diminue. Il faut maîtriser l'endettement, mais surtout réguler le rythme auquel on va le réduire. Les règles budgétaires européennes devraient **exclure les investissements productifs** dans les infrastructures, l'éducation et les soins de santé des normes budgétaires des États membres. L'UE elle-même devrait faire de la place à l'investissement.

3 **Une utilisation plus efficace de l'argent public n'est pas un tabou pour nous**, si cela se fait dans une logique sociale et en responsabilisant les entreprises. En répercutant moins de coûts sur la collectivité et les travailleurs/travailleuses. Nous pensons notamment aux exemptions de cotisations de la sécurité sociale pour les premiers emplois dans une entreprise (plan +1) ou aux prix élevés des médicaments pratiqués par l'industrie pharmaceutique dans le cadre des soins de santé (en partie remboursés par la collectivité). La Belgique est une championne des subventions salariales. Or, aujourd'hui, il n'y a plus de place pour des réductions linéaires des cotisations sociales, sans conditions.

4 Ce dont nous avons besoin, c'est d'un **système fiscal plus équitable** qui permette à la fois de répartir les contributions et d'assurer des recettes supplémentaires. C'est une des raisons pour lesquelles nous nous opposons aux nouvelles règles budgétaires, qui ne s'attaquent qu'aux dépenses publiques, par le seul biais d'une norme de dépenses. Les futurs gouvernements doivent travailler à une véritable réforme fiscale qui rééquilibre les niveaux de contribution. L'OCDE l'a démontré : il n'y a aucune raison que les revenus du capital soient moins taxés que ceux du travail. Il est donc temps d'instaurer une contribution plus importante aux riches et aux entreprises qui génèrent des superprofits, entre autres via une taxation des plus-values et une taxation sur les plus gros patrimoines.

5 **La mission de l'État et du gouvernement est entre autres d'assurer des services de qualité accessibles à toutes et tous**. Le malaise dans des secteurs comme les prisons ou les gardes d'enfants découle uniquement du sous-investissement dans les services publics. **Nous voulons une sécurité sociale forte**. Le vieillissement de la population est une réalité : les soins de santé et les pensions nécessiteront des ressources supplémentaires. D'ailleurs, contrairement à ce que la droite prétend, nos dépenses de protection sociale ne sont pas « excessives ». Elles sont comparables à celles de pays voisins comme l'Allemagne et les Pays-Bas. Si l'on prend en compte l'ensemble des dépenses sociales – tant publiques que privées – nous descendons encore plus bas dans le classement.

Enfin, notre pouvoir d'achat. C'est précisément grâce au chômage temporaire, à l'extension du tarif social et la réduction de la TVA sur l'énergie... mais surtout à l'indexation automatique des salaires et des allocations sociales que nous sommes sortis plus rapidement de l'ornière et que nos taux de croissance sont nettement plus élevés que dans la zone euro.

C'est pourquoi la FGTB, avec la CES, continue à s'opposer aux propositions qui sont actuellement sur la table du Conseil des chefs de gouvernement et du Parlement européen. Nous demandons également aux partis politiques et aux députés européens de ne pas les approuver les 23 et 24 avril 2024 lors d'un vote en plénière au Parlement européen.

Pensions

Les pensionné·es ont du mal à joindre les deux bouts.

Beaucoup ne comptabilisent pas 45 ans de carrière. Beaucoup, dans les métiers pénibles, notamment, ne conservent pas leur emploi jusqu'à l'âge de la retraite.

Si les nouvelles règles européennes d'austérité sont votées, la Belgique devra trouver 30 milliards d'euros à l'horizon 2028. Une réforme des retraites qui améliore le sort des pensionné·es n'aura dès lors aucune chance d'aboutir.

30 milliards d'euros, c'est

- ➔ près de la **moitié** de toutes les **dépenses de retraite** (69 milliards d'euros par an)
- ➔ presque **2x** le budget total des **pensions publiques** (13,7 milliards d'euros par an)

Avec les politiques de droite, les pensionné·es devront passer à la caisse. Avec des politiques de gauche, nous réglerons la facture en allant chercher l'argent là où il se trouve.

Car tout le monde mérite une pension décente à un âge digne.



plussocialplusfort.be

FGTB

**NOUS NE PAIERONS PAS
WE WON'T PAY**

Services publics

Les routes, les bus et les trams, les écoles, les crèches, les hôpitaux... Chaque jour, nous avons besoin des services publics. Si les nouvelles règles d'austérité européennes sont votées, la Belgique devra trouver 30 milliards d'euros à l'horizon 2028.

30 milliards d'euros, c'est

- ➔ **+** que le budget de **l'enseignement**
- ➔ **7x** la dotation annuelle des **chemins de fer**
- ➔ **10x** le budget annuel de la **police fédérale et locale**

Soins, éducation, sécurité, mobilité... Nous dépendons des services publics. Avec les politiques de droite, les services publics passeront par des coupes budgétaires et des privatisations. Avec des politiques de gauche, ces services continueront à faciliter notre vie quotidienne.



plussocialplusfort.be

FGTB

**NOUS NE PAIERONS PAS
WE WON'T PAY**

Soins de santé

De nombreuses personnes reportent déjà des soins médicaux par crainte de la facture. Les dépenses de santé absorbent une part importante du budget familial. Les maisons de repos sont quasiment inabordables. Les médecins généralistes sont débordés.

Si les nouvelles règles d'austérité européennes sont votées, notre pays devra trouver 30 milliards d'euros à l'horizon 2028.

30 milliards d'euros, c'est

- **3x** le budget annuel des **hôpitaux**
- **2 ans de remboursements** des consultations de médecins, dentistes, kinés, logos, sages-femmes, maisons médicales et séances de psychologues

Avec les politiques de droite, c'est la santé qui va payer le prix fort. Avec des politiques de gauche, nous réglerons la facture en allant chercher l'argent là où il se trouve.

Car tout le monde a droit à des soins de qualité.



plussocialplusfort.be

FGTB

**NOUS NE PAIERONS PAS
WE WON'T PAY**

Salaires

Les bénéfices des entreprises explosent. Les salaires et les pensions ne suivent pas cette évolution, et ce malgré l'indexation automatique. Indexation automatique qui est sans cesse remise en cause par la droite et le patronat.

Si les nouvelles règles européennes d'austérité sont votées, la Belgique devra trouver 30 milliards d'euros à l'horizon 2028. L'excuse sera toute trouvée pour ne pas indexer le traitement des fonctionnaires... et donc les salaires des salarié.es. De la même manière, la dernière tranche de l'augmentation du salaire minimum (50 € net en 2026) sera clairement menacée. Sans parler de l'enveloppe Bien-Être, qui permet d'augmenter les allocations sociales.

30 milliards d'euros, c'est

- **3x** le budget annuel pour **l'ensemble des salaires** des départements de la Justice, de la Défense, de la police fédérale et de tous les autres fonctionnaires fédéraux (budget salaires de la fonction publique fédérale = 10,2 milliards d'euros)

Avec une politique de droite, les salaires et les allocations seront en première ligne des postes à « geler ». Avec une politique de gauche, une réforme fiscale devra augmenter les recettes de l'État de manière équitable, en allant chercher l'argent là où il est.



plussocialplusfort.be

FGTB

**NOUS NE PAIERONS PAS
WE WON'T PAY**

Dettes publique

Nous ne vivons pas au-dessus de nos moyens

La dette publique belge à 106% du PIB. Est-ce grave ?

Fondamentalement... non. À titre d'exemple, le Japon fonctionne avec une dette de 266% de son PIB, les États-Unis avec une dette de 125% de son PIB. Leur économie se porte très bien. Mais nous sommes parmi les 6 pays les plus endettés de l'Union, avec la France (111%), le Portugal (107%), l'Espagne (109%), l'Italie (140%), la Grèce (166%). Rappelons que s'endetter, pour un État, c'est aussi investir dans les infrastructures du pays, dans les biens et services publics, dans le soutien à l'activité et au tissu économique.

Comment en est-on arrivé à dépasser les 100% ?

Le taux d'endettement de la Belgique a surtout augmenté durant les années 1980, avec des déficits budgétaires élevés. Depuis, le taux d'endettement n'est jamais retombé à son niveau antérieur. La Belgique a toujours affiché des excédents primaires jusqu'en 2019, avant le covid. Mais en raison des charges d'intérêts de la dette élevées, il n'y a guère eu d'excédents « réels ».

Malgré les crises financières et sanitaires, dont ni les gouvernements, ni la population ne sont responsables, le taux d'endettement est resté stable et se situe autour des 105%. Si le budget de l'État avait été mal géré depuis des années, si nous avions dépensé sans compter, comme veulent le faire croire les libéraux, ce taux aurait littéralement explosé.

L'État belge intervient notamment dans la couverture sociale de sa population. Ce qui a permis de traverser les crises moins mal qu'ailleurs et de jouer un rôle d'amortisseur social. Notre protection sociale n'est pas plus chère que dans les pays voisins, où la population doit parfois payer des assurances privées pour obtenir la même couverture et où le taux de pauvreté a augmenté suite aux crises économiques et sanitaires, entraînant d'autres type de coûts pour la collectivité ! Les citoyens n'ont pas vécu au-dessus de leurs moyens ! Les gouvernements belges n'ont pas jeté l'argent par les fenêtres . C'est un mythe qui sert uniquement le discours d'austérité, véhiculé par la droite, pour privatiser et réduire le rôle de l'État au plus vite.

FGTB

**NOUS NE PAIERONS PAS
WE WON'T PAY**

Pourquoi faut-il descendre à 60% du PIB et limiter le déficit à 3%?

Ces prescriptions sont sans fondement économique. Elles sont imposées par l'Union européenne depuis 1992 au moment du lancement de la zone euro (Traité de Maastricht). Ces normes étaient censées assurer la stabilité financière et monétaire.

Mais depuis, de nombreuses études ont montré que ces normes étaient totalement arbitraires. Par exemple, rien ne prouve qu'un endettement supérieur à 60% entraîne une moindre croissance économique. Elles sont trop uniformes (identiques pour tous les pays), rigides (elles ne tiennent pas compte des circonstances spécifiques) et contracycliques (elles aggravent les crises économiques).

Que propose la FGTB ?

Retrouver une trajectoire budgétaire positive en maîtrisant le déficit budgétaire, certes. Mais pas avec la cadence imposée par l'Europe (30 milliards à l'horizon 2028) et pas uniquement en réduisant les dépenses de l'État. Les recettes doivent impérativement faire partie de la solution. Avec une réforme fiscale qui implique davantage le capital et une restriction des aides publiques aux entreprises, qui tiennent compte des réels besoins.

Nos propositions

- ➔ Impôt progressif sur la **fortune** = 20 milliards d'euros/an
- ➔ Réforme du **tax shift** du gouvernement Michel = 4,4 milliards d'euros/an
- ➔ **Limitation** dans le temps des **réductions de cotisations** du « plan +1 » = 300 millions d'euros/an



plussocialplusfort.be



Regardez la **vidéo** de notre action le 12 mars

FGTB

**NOUS NE PAIERONS PAS
WE WON'T PAY**